

AP n° 2025-MD-208-IC

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE**  
**concernant les installations situées**  
**Chemin des Temples à SAINT-BRICE-COURCELLES (51 370)**  
**exploitées par la société SUEZ RV pour le compte**  
**de la COMMUNAUTÉ URBAINE DU GRAND REIMS**

**Le Préfet de la Marne**

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;  
**Vu** l'arrêté ministériel modifié du 26 mars 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2710-2 (installations de collecte de déchets non dangereux apportés par leur producteur initial) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;  
**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 23 juillet 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;  
**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé.

**Considérant** l'article 22.1 I. de l'arrêté ministériel modifié du 26 mars 2012 qui dispose qu'à compter du 1er juillet 2024 :

*« L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci.*

*Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.*

*Il comprend au minimum :*

- « - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;*
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;*
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;*
- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;*
- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;*

- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;
- les plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;
- les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 3 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des zones de réception de déchets, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement » ;

**Considérant** que, lors de la visite d'inspection du 8 juillet 2025, il a été constaté que :

- l'exploitant a engagé les démarches nécessaires en vue de la collecte des éléments requis dans le plan de défense incendie. Néanmoins, l'ensemble des éléments n'est pas formalisé et compilé dans un plan de défense incendie ;
- le plan de défense incendie n'est pas finalisé et n'a pas été transmis aux services d'incendie ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les non-conformités constatées peuvent engendrer un risque pour la sécurité des tiers et de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Communauté urbaine du Grand Reims de respecter les prescriptions de l'article 22.1 I. de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

**Sur proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.**

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Objet de la mise en demeure**

La Communauté urbaine du Grand Reims, dont le siège social est situé 3, rue Eugène Desteuque à REIMS (51100), est mise en demeure, pour ses installations sises Chemin des Temples à SAINT-BRICE-COURCELLES (51370), de respecter les dispositions des articles suivants du présent arrêté.

### **Article 2 – Plan de défense incendie**

L'exploitant est mis en demeure de respecter les dispositions de l'article 22.1 I. de l'arrêté ministériel modifié du 26 mars 2012, sous un délai de 5 mois.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est - Unité

Départementale de la Marne - [ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)), les justificatifs de mise en conformité.

### **Article 3 - Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 - Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 Rue du Lycée, 51000 Châlons-en-Champagne, par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

### **Article 6 - Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées et Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale – Marne de l'Agence régionale de santé Grand Est, au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Madame le Maire de Saint-Brice-Courcelles qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Communauté Urbaine du Grand Reims au 3, rue Eugène Desteuque - Reims (51100).

Châlons-en-Champagne, le

19 SEP. 2025

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

Raymond YEDDOU



